
Les contrats locaux de santé en France (Guyane) : un outil pour lutter contre la précarité alimentaire à l'échelle locale ?

Amandine Degert*¹ and Tara De Condappa*²

¹UMR Développement et Sociétés – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : UMR201, Institut de Recherche pour le Développement : UMR201, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Institut de Recherche pour le Développement – France

²Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique. Epistémologie et Sciences sociales - UMR CNRS UPJV 7319 – Université de Picardie Jules Verne, Centre National de la Recherche Scientifique – France

Résumé

La lutte contre la précarité alimentaire (LPA) occupe une place majeure dans les politiques publiques françaises de santé. Définie dans le Code de l'action sociale et des familles (CASF) comme visant " à favoriser l'accès à une alimentation sûre, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante aux personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale " (Article L266-1), cette politique s'inscrit dans un contexte où la précarité alimentaire révèle de fortes disparités territoriales. Ainsi, ces inégalités, enracinées dans des facteurs sociaux, économiques mais aussi spatiaux, appellent des réponses adaptées aux réalités locales.

Parallèlement, la territorialisation de la politique de santé publique, a conduit à la création d'outils destinés à adapter les orientations nationales aux spécificités territoriales. Parmi ceux-ci, les contrats locaux de santé (CLS) occupent une place centrale. Ils fournissent un cadre qui facilite des dynamiques locales entre acteurs pour déployer des actions de santé proches des besoins des populations (ARS, 2022). Dans ce contexte, la LPA peut être intégrée aux CLS, dès lors qu'elle est identifiée comme une priorité de santé publique locale.

Cette communication se propose d'explorer comment les CLS contribuent à faire de la LPA une réalité territorialisée. Trois axes structurent cette réflexion. D'abord, il s'agit de revenir sur les fondements institutionnels des CLS afin de mieux comprendre pourquoi ils représentent un levier pertinent pour traiter la LPA à l'échelle locale. Ensuite, l'analyse porte sur les mécanismes concrets permettant l'intégration de la LPA dans un CLS. Enfin, l'étude s'appuie sur trois exemples précis de communes guyanaises ayant inclus des actions de LPA dans leur CLS : Macouria, Matoury et Saint-Laurent du Maroni.

Le choix de ces cas d'étude vise à illustrer de manière très concrète comment une même démarche contractuelle peut être mobilisée localement, dans des contextes contrastés, pour structurer des réponses adaptées aux enjeux alimentaires. Situés en Guyane – territoire ultramarin marqué par l'éloignement des services publics, de fortes inégalités sociales et d'importants enjeux liés à l'accès à l'alimentation – ces exemples permettent d'observer

*Intervenant

comment des acteurs locaux s'approprient un outil national pour bâtir des solutions ancrées dans leurs réalités, en mobilisant les ressources et les partenariats disponibles. Ils mettent également en lumière la diversité des façons d'inscrire la LPA dans un CLS : du choix des actions à leur articulation avec les dispositifs existants, en passant par leur intégration dans les axes stratégiques du contrat.

En définitive, cette contribution entend nourrir la réflexion sur la territorialisation des politiques de santé publique. Elle montre que les CLS peuvent offrir un cadre structurant pour intégrer la lutte contre la précarité alimentaire parmi les priorités locales. Par l'analyse de ces contrats, il devient possible de mieux comprendre la manière dont la LPA est progressivement appropriée, organisée et pilotée selon des contextes institutionnels variés. L'objectif est de mettre en lumière, à partir de cas concrets, la manière dont un outil de santé publique peut servir de point d'appui à la construction d'actions locales en faveur d'un meilleur accès à l'alimentation.

Mots-Clés: Précarité alimentaire, Contrats Locaux de Santé (CLS), Territorialisation, Santé publique, Actions locales, Guyane